

**La peur de l'Europe : le(s) discours du déclin
de la nation britannique**

Agnès Alexandre-Collier

Université de Franche-Comté

L'allusion au déclin a toujours été une constante du discours eurosceptique britannique car comme l'expliquent Marie-Thérèse Fay et Elizabeth Meehan dans un chapitre de l'ouvrage collectif Rethinking British Decline : *"More than a backdrop, European integration is central to much discourse about British decline. The first flirtation with 'Europe' arose from a glimmer of recognition of Britain's declining world power"*.¹

En réalité, l'idée même de déclin est rarement évoquée de manière explicite. Elle apparaît plutôt sous différentes formes que nous allons étudier ici, en nous appuyant sur un corpus de textes rédigés depuis le début des années 1990 par des hommes politiques, directeurs d'associations et universitaires, tous hostiles à l'intégration européenne, et d'entretiens réalisés avec des députés essentiellement conservateurs mais aussi travaillistes, engagés dans cette même cause. La définition même du mot déclin, telle qu'on la trouve dans les dictionnaires français, suggère l'idée d'un processus qui suppose, dans certains cas, l'existence antérieure d'un passé présenté comme glorieux. Cette sorte d'âge d'or s'apparenterait donc à un mythe au sens d'une représentation de caractéristiques ou de faits réels mais amplifiés ou légèrement déformés par l'imaginaire collectif. Il y a dans cette définition un ensemble d'éléments que nous allons chercher à mettre en évidence en les appliquant à la rhétorique eurosceptique et en tentant de répondre à ces deux questions :

Tout d'abord, quelle image antérieure mythique de la Grande-Bretagne est véhiculée par l'argumentation eurosceptique ?

Ensuite, quelle transformation négative la Grande-Bretagne subirait-elle sous l'effet de l'intégration européenne ?

¹ Marie-Thérèse FAY et Elizabeth MEHHAN "British decline and European Integration", p. 210-230, in: Richard ENGLISH et Michael KENNY (eds.), Rethinking British Decline, Londres : Macmillan, 2000, 315 p.

Si l'on se fie à cette définition du déclin, plusieurs remarques s'imposent. On observera tout d'abord que le discours eurosceptique s'articule autour de trois représentations mythiques.

Il exprime la nostalgie de la Grande-Bretagne en tant que :

- puissance économique et commerciale ;
- modèle de démocratie parlementaire ;
- état-nation historiquement souverain et impérial.

Dès lors, le discours eurosceptique cherche à exposer trois types de déclin qui traduisent aussi trois degrés d'intensité différente dans l'expression de la peur qu'il manifeste à leur égard :

- premièrement, la crainte que le pays puisse perdre ses avantages économiques et être dépossédé de ses attributs démocratiques ;
- deuxièmement, l'inquiétude à l'idée de perdre sa souveraineté nationale, voire d'être englouti ou détruit dans un vaste ensemble supranational ;
- troisièmement, une véritable angoisse à l'idée d'être envahi par "l'étranger", non seulement les ressortissants des autres Etats-membres mais aussi par les élites des institutions communautaires, et en conséquence, la peur de voir l'identité britannique disparaître ou se modifier au contact de l'autre.

On note ainsi que le processus de déclin revêt essentiellement trois formes : la perte ou la dépossession, la dilution ou la destruction, l'invasion ou la contamination. L'expression de la peur du déclin, qui dans sa forme la plus extrême peut aboutir à un discours véritablement catastrophiste, repose sur un procédé rhétorique qu'Albert Hirschmann a appelé la thèse de la "mise en péril" (*jeopardy*) qui fait valoir les effets non voulus négatifs sur des biens ou des droits acquis dans le passé. Au côté des deux autres thèses qu'il développe, celles des "effets pervers" (*perversion*) et de l'inanité (*futility*), c'est la thèse de la mise en péril qui

semble le mieux correspondre au discours eurosceptique car elle postule que "le coût de la réforme envisagée est trop élevé, en ce sens qu'elle risque de porter atteinte à de précieux avantages ou droits précédemment acquis"². Autrement dit, ce sont des acquis passés qui déterminent la crainte des changements à venir et tout bouleversement, engendré par la mise en œuvre et les progrès de l'Union Européenne, risquerait de remettre en cause leur stabilité et même leur existence. Dans une certaine mesure, on peut même affirmer que cette thèse s'applique à l'ensemble du discours britannique sur la construction européenne qui, on le verra, a toujours reposé sur une évaluation de la situation en termes de coûts et de bénéfices.

La peur de la perte des avantages économiques et commerciaux

Le premier type d'arguments du discours eurosceptique met donc l'accent sur la peur de voir la Grande-Bretagne perdre, au contact de l'Union Européenne, les avantages économiques et commerciaux qu'elle a pu acquérir au cours des siècles et qui en ont fait une des principales puissances économiques mondiales. C'est ce qu'exprime d'emblée Norman Lamont, l'ancien Chancelier de l'Echiquier, lorsqu'il déclare : "*As a former Chancellor, I can only say that I cannot pinpoint a single concrete economic advantage that unambiguously comes to this country because of our membership of the European Union*"³. Certains eurosceptiques voient même en l'Union européenne la principale cause du déclin économique et commercial du pays. C'est ce qu'affirmait Lord Tony Pandy au moment des débats parlementaires sur la ratification du traité de Maastricht, en juin 1992 : "*Since we joined the Community we have had a net trading deficit of no less than £81 billion to which might be added a net deficit in our Community contributions of over £13 billion making all*

² Albert O. HIRSCHMANN. Deux siècles de rhétorique réactionnaire. Paris : Fayard, traduction française de : *The Rhetoric of Reaction : Perversion, Futility and Jeopardy*, 1991, p. 22.

³ Norman LAMONT, Sovereign Britain, Londres : Duckworth, 1995, p. 26.

told a deficit for this country with the Community of the best part of £95 billion"⁴. Ce sentiment est étroitement lié à la perception qu'ont les eurosceptiques de la place de leur pays dans le monde. L'insularité est perçue comme un atout dans la mesure où elle lui permet d'occuper une position commerciale stratégique. Ainsi, l'idée de devenir une île au milieu de la mer, plus précisément au carrefour des échanges commerciaux avec les pays environnants, séduit notamment des Conservateurs qui sont de plus en plus nombreux à brandir cette image : *"I wish with all my heart we could be an offshore island like Hong Kong, a free trade area with the minimum of government intervention and the maximum of business activity"*, écrit Teresa Gorman.⁵ C'est suivant cette logique libérale que s'explique la préférence marquée de certains eurosceptiques pour une proximité avec le monde anglo-saxon et notamment les Etats-Unis. L'intégration européenne constituerait donc un obstacle majeur à la concrétisation de ce rapprochement puisque à la volonté de transformer l'Union européenne en une vaste zone de libre-échange se substitue la préférence de certains eurosceptiques pour les échanges avec les pays strictement anglophones. Au-delà de l'unité linguistique, il semble en effet que les eurosceptiques conçoivent l'existence d'une sorte de lien invisible qui les relie instinctivement à ces pays et justifie leur volonté de favoriser les échanges avec eux. Comme nous l'avons vu, la position géographique de la Grande-Bretagne leur donne non seulement l'impression de se trouver au centre stratégique des flux commerciaux mais aussi à la croisée des chemins qui relie entre elles diverses parties du monde, notamment les Etats-Unis et le Japon dont la Grande-Bretagne serait identifiée comme l'interlocuteur privilégié. Certains acteurs vont jusqu'à affirmer l'idée d'une communion ou d'une convergence entre le monde anglophone et le reste du monde : *"The United Kingdom is not, as we asserted years ago, an American Trojan horse or a Japanese*

⁴ Cité par Rodney ATKINSON et Norris McWHIRTER, Treason at Maastricht. The Destruction of the Nation State, Newcastle : Compuprint Publishing, 1995, p. 58.

⁵ Teresa GORMAN MP, The Bastards. Dirty Tricks and the Challenge to Europe . Londres : Pan Books, Sidgwick & Jackson, 1993, p. 190.

aircraft carrier. We are the connection through which the Community can join the economic dynamism of North America and most especially, the Far East: the whole of the English-speaking world. As succinctly put by Tim Congdon, 'the most important geopolitical fact of the late 20th century is that the English-speaking world and the world as a whole have converged'".⁶

Cette vision libérale de la place du Royaume-Uni dans le monde suggère une dénonciation implicite des principaux dangers qui pourraient, au sein de l'Union Européenne, contrarier cette aspiration propre aux eurosceptiques du Parti conservateur. Ces dangers résident essentiellement dans un fantasme purement thatchérien qui consiste, depuis le fameux discours de Bruges prononcé par l'ancien Premier Ministre en septembre 1988, à assimiler l'Union Européenne à un modèle figé d'Europe sociale, en réalité, socialiste et fidèle aux souhaits de l'ancien Président de la Commission européenne, Jacques Delors, un modèle qui serait profondément incompatible avec cet idéal de réussite libérale que représenterait la Grande-Bretagne. Comme l'explique Norman Lamont : *"In Britain, we see Brussels as interfering in our attempts to liberalise our labour market and reduce the role of the state in the economy"*⁷. C'est donc à ce titre qu'il faut préserver cette position d'exception, illustrée par la dérogation au volet social du traité de Maastricht dont la Grande-Bretagne bénéficiait sous le gouvernement de John Major. La critique du volet social reposait essentiellement sur le poids des coûts salariaux indirects imposés aux employeurs dans lesquels les Conservateurs eurosceptiques voient à la fois la principale cause de chômage dans les pays de l'Union et un obstacle considérable aux investissements étrangers, et a fortiori à la croissance de l'économie britannique : *"If we accepted the social chapter, I think we would be in serious danger of losing the advantage that we have with the*

⁶ The "No Turning Back Group" of Conservative MPs. A Conservative Europe. 1994 and Beyond, op. cit., p. 34.

⁷ Norman LAMONT, Sovereign Britain, op. cit. p. 113.

Japanese and American trade. The only reason why they are in the UK rather than anywhere else is because their labour costs are 30% cheaper. If you sack somebody in Germany, you have to give them 60% of their salary, you don't have to do that in England" (Rupert Allason, député conservateur)⁸.

La peur de la dépossession de ses attributs démocratiques

L'argument suivant développé par les eurosceptiques consiste ensuite à assimiler l'antériorité du système démocratique britannique à sa supériorité sur les autres démocraties européennes. Le régime politique du pays est souvent présenté comme un modèle dont il faut aussi chercher à protéger la spécificité. La distance établie entre le "continent" et la Grande-Bretagne est justifiée par les différences culturelles mais surtout historiques entre la plus ancienne démocratie parlementaire ("*the mother of Parliaments*") et des pays qui, à différentes périodes, ont été soumis à des régimes autoritaires. Une fois de plus, le passé est invoqué pour éclairer l'avenir. L'histoire du pays est en effet utilisée par les eurosceptiques pour légitimer leurs perspectives européennes. Écoutons ce que nous dit par exemple le député conservateur John Redwood : "*There have also been some very disfiguring conflicts, wars and barbarisms – which obviously one cannot be proud of! I want Britain to be a force for the good in Europe as I think it has been on the whole for the last 1,000 years, when it has intervened on the continent, it has usually intervened in favour of self determination, freedom and democracy, rather than in favour of baser values and motives. For the last 500 years Britain has never interfered in the continent to grab more territory to herself; she's interfered to stop other people trying to grab more territory that didn't belong to them*".⁹

Cette citation, qui témoigne d'une nostalgie pour l'image de nation résistante et victorieuse et le symbole de liberté et de démocratie que représentait la Grande-Bretagne

⁸ Entretien avec Rupert ALLASON MP, Chambre des Communes, 21/02/95.

⁹ John REDWOOD, site Internet : www.epolitix.com, 8 février 2001.

pendant la seconde guerre mondiale, rappelle encore le discours de Bruges : *"We British have in a special way contributed to Europe. Over the centuries we have fought to prevent Europe from falling under the dominance of a single power. We have fought and we have died for her freedom (...) It was British support to resistance movements throughout the last war that helped to keep alive the flame of liberty in so many countries until the day of liberation. (...) It was from our island fortress that the liberation of Europe itself was mounted."*

Selon le député Andrew Robathan, la Grande-Bretagne incarne également une sorte modèle juridique qui ne pourraient qu'être entaché par des pays qui reposent, dans ce domaine, sur des systèmes différents : *"I think we have objectively a better record in general of upholding the law over the last hundred years. (...) So I think in my lifetime, I have seen the law being processed even-handedly in Britain, not always perfectly but even-handedly. I do find slightly offensive to find our courts' ruling overturned by a court which includes people who have very recently come to a democratic legal process"*¹⁰.

Dans bien des cas, la revendication d'un référendum - qui est actuellement à l'ordre du jour en ce qui concerne l'adoption de l'euro - constitue donc plutôt une stratégie destinée à atteindre plus facilement le but recherché qu'une volonté de transformer, même ponctuellement, ce modèle de démocratie représentative en un nouveau régime de démocratie directe. Margaret Thatcher qui décrivait jadis ce mode de consultation comme une "arme de dictateurs" incompatible avec une démocratie parlementaire, déclara en 1992 à propos du traité de Maastricht : *"Finally the referendum. No elector in this country has been able to vote against Maastricht – none. It has been impossible to do so. I think that when one looks at the extent of the powers which are being handed over, it would be*

¹⁰ Entretien avec Andrew ROBATHAN MP, bureau, 09/03/95.

disgraceful if we denied them that opportunity"¹¹. Mais d'autres députés, même parmi les plus fervents eurosceptiques, restent vigoureusement réfractaires au référendum qui constitue un obstacle à la préservation de cette démocratie parlementaire : *"I am opposed to referendums. I believe in parliamentary democracy. I hope that I have made it clear that parliamentary democracy depends on a relatively honest expression of opinion by the House"*. (Nicholas Budgen)¹².

Ce plaidoyer en faveur de la Grande-Bretagne comme modèle de démocratie parlementaire semble constituer une des principales raisons de l'hostilité des eurosceptiques aux institutions communautaires. La critique du fameux "déficit démocratique" résulte d'une comparaison entre ce modèle de démocratie parlementaire et les institutions communautaires auxquelles ferait défaut le principe de responsabilité (*accountability*). Pour les eurosceptiques du Parti conservateur, le problème prend des proportions inquiétantes, puisqu'il menacerait à terme la survie de la démocratie britannique, dans une sorte de logique implacable exposée ici par Norman Lamont : *"A major explanation for the strength of euroscepticism in Britain is that the expansion of Europe is steadily eroding Britain's independence as a self-governing nation. Decisions made at a European level cannot be questioned or over-turned by Parliament. The accountability of the government to the House of Commons is the mechanism to which the Government is accountable to the British people. The subordination of government to EU institutions therefore weakens parliamentary democracy"*¹³.

Parmi les institutions, la Commission européenne est la cible des critiques les plus acerbes, notamment en ce qui concerne le mode de désignation de ses membres qui, malgré les modifications apportées par le traité de Maastricht, sont choisis en fonction de leurs

¹¹ Cité par Rodney ATKINSON et Norris McWHIRTER, *Treason at Maastricht*, op. cit., p. 64.

¹² Nicholas BUDGEN MP in HOUSE OF COMMONS (Hansard), *Parliamentary Debates*, 6th Series, vol. 214, col. 780, 24/11/92.

¹³ Norman LAMONT, *Sovereign Britain*, Londres : Duckworth, 1995, p. 111.

compétences mais non élus. *"I'm deeply worried about the non-accountability of the Commission and in particular the President of the Commission and the power that he has over other states"* (John Carlisle)¹⁴.

La Banque Centrale subit le même genre de critique puisque la nomination de ses membres est synonyme de non-responsabilité, voire d'illégitimité pour les eurosceptiques. *"There's an awful lot that can happen in Europe that is good without necessitating our subordinating ourselves to the European Commission and a single currency which would subordinate us to a Central European Bank under the control of no politicians at all. And whether politicians are any good or not, the fact is that they are elected by the people and central Bankers are not"*. (Michael Carttiss)¹⁵.

Quant au Parlement Européen, pourtant doté de la légitimité démocratique, il n'est pas non plus épargné. Si certains eurosceptiques considèrent que l'accroissement des pouvoirs du Parlement Européen constituerait une solution au déficit démocratique, cette assemblée représente pour les autres une "perte de temps" et d'argent.¹⁶ Ces mêmes députés préconisent ainsi une association plus étroite des Parlements nationaux dans le contrôle des procédures législatives¹⁷, afin de pallier l'érosion de la souveraineté parlementaire qui demeure une des principales inquiétudes des députés eurosceptiques.

La dénonciation de la Cour Européenne de Justice repose sur cette même crainte : *"I'm also worried about the continued power of the European Court of Justice which was again enhanced by the Maastricht Treaty and of some of the decisions which they are making over the British Courts on which law is based, the legislation which we have passed in this*

¹⁴ Entretien avec John CARLISLE MP, Chambre des Communes, 09/03/95.

¹⁵ Entretien avec Michael CARTTISS MP, Chambre des Communes, 20/06/95.

¹⁶ Entretien avec William CASH MP, *European Foundation*, 05/03/96.

¹⁷ The "No Turning Back Group" of Conservative MPs. *A Conservative Europe. 1994 and Beyond*, op. cit., p. 26.

House over centuries. So all that lessening of the sovereignty of Westminster worries me".
(John Carlisle)¹⁸.

La peur de l'érosion de la souveraineté nationale

Pour les eurosceptiques, l'affirmation de la souveraineté nationale passe par le "contournement" du concept de nation, c'est-à-dire par l'identification de ses symboles et la désignation de ses ennemis plutôt que par une définition qui aborderait le sujet sans détour. Il existe donc un paradoxe, propre au discours eurosceptique, entre cette insistance quasi-obsessionnelle sur les symboles de la souveraineté nationale et le refus de définir clairement ce qu'ils entendent par nation ou identité britannique.

Cette stratégie d'évitement commence par le recours à l'histoire, comme nous l'avons vu, mais aussi à la géographie qui sont souvent invoquées pour justifier la spécificité de l'attachement à la nation britannique : *"Our whole background, our society is that we are an island of independent people. Still, we have a great affinity for it (Europe) if you look at our history with the French and Germans. (...) So we have very strong European ties but our independence is something which we hold very dear"*. (Nicholas Bonsor)¹⁹. On retrouve même parfois une certaine nostalgie pour le passé impérial de la nation. C'est ainsi que l'on peut comprendre, par exemple, l'idée d'un "Commonwealth d'Europe" ("*Commonwealth of Europe*") qui avait été proposée en novembre 1991 par le Travailleur Tony Benn sous la forme d'un projet de loi déposé à la Chambre des Communes. Tony Benn évoque une "forme d'association nouvelle et tout à fait différente, fondée sur l'harmonisation des politiques de tout le continent, à l'est comme à l'ouest" qui regrouperait "51 pays, disposerait d'une charte de droits, d'un conseil des ministres, d'une assemblée et serait une sorte de

¹⁸ Entretien avec John CARLISLE MP, Chambre des Communes, 09/03/95.

¹⁹ Entretien avec Nicholas BONSOR MP, Chambre des Communes, 10/05/95.

Nations Unies en miniature."²⁰ Tony Benn suggère l'idée de "construire une nouvelle Europe sur la base d'un Commonwealth dans le cadre d'un nouveau traité, établissant clairement une perspective de coopération étroite qui accepte les nombreuses différences existant et cherche à construire une mosaïque plutôt qu'un monolithe."²¹ Et même si Tony Benn ne l'a jamais franchement revendiqué, on peut facilement en déduire qu'au sein de ce "*Commonwealth*", il attribuerait volontiers à la Grande-Bretagne une position prédominante de "*mother country*".

L'attachement à la souveraineté nationale s'exprime à travers ses multiples emblèmes, et en premier lieu, comme nous l'avons vu, le Parlement de Westminster dont la primauté semble suffire à justifier le scepticisme à l'égard de l'Union Européenne : "*I think if you serve in the British Parliament, having gone through four general elections as I have, and all that that implies, and the history of this place, you're very anxious to preserve the sovereignty*" (John Carlisle)²². Pour la plupart des eurosceptiques, souveraineté nationale est d'ailleurs synonyme de souveraineté parlementaire.

La monnaie constitue bien sûr le second symbole de la primauté nationale autour duquel se cristallise l'opposition à l'Union Economique et Monétaire préconisée par le traité de Maastricht. Cet enjeu devient un véritable leitmotiv des discours eurosceptiques en particulier après 1993 lorsque les acteurs, déçus mais résignés, se détournent de la question de la ratification de Maastricht pour focaliser leur hostilité en direction de l'euro. L'adoption de la monnaie unique est tantôt synonyme de perte de souveraineté : "*If a country gives those powers away to some others, it has given away the very essence and core of its*

²⁰ Steve LUDLAM, "a 'Rosy Map of Europe ?'", in : David BAKER et David SEAWRIGHT, Britain For and Against Europe, British Politics and the Question of European Integration, Oxford : Clarendon Press, 1998, p. 61.

²¹ Tony BENN, "Towards a Commonwealth of Europe", Campaign Group, 13/11/91.

²² Entretien avec John CARLISLE MP, Chambre des Communes, 09/03/95.

sovereignty" (Michael Spicer)²³, tantôt de perte de contrôle : *"If we cannot issue our own money, we have no control over our destiny"*²⁴ (Sir Patrick McNair-Wilson), voire de destruction (Christopher Gill) : *"In the hands of socialists, a single currency would be more powerful, more dangerous and more destructive than ever clause 4 was!"*²⁵ Lors de la campagne électorale de 2001, cette rhétorique catastrophiste a atteint son paroxysme du fait de l'imminence d'un référendum sur la monnaie unique. Le *leader* du Parti conservateur, William Hague, se lança dans une série de discours sur la fin de la Grande-Bretagne comme nation souveraine en déclarant le 4 mars 2001 dans une violente diatribe xénophobe, que si Tony Blair remportait un second mandat, la Grande-Bretagne deviendrait un pays étranger ("*foreign land*"). Trois mois plus tard, le 4 juin à Perth, William Hague poursuivit la même stratégie : *"Three days to save the £. Three days to decide whether our children and grandchildren will inherit the same freedoms that we inherited... Come with me and I will give you back your country"*.²⁶ Ce nationalisme a parfois atteint des proportions démesurées dans certains discours ouvertement xénophobes et diffamatoires, comme par exemple le violent réquisitoire contre Maastricht rédigé par deux journalistes eurosceptiques, Rodney Atkinson et Norris McWhirter, intitulé Treason at Maastricht. The Destruction of the Nation State. Les auteurs donnent libre cours à leur imagination délirante : *"There is scarcely a single pillar of the present "European" union which does not have its origins in the blueprint for Europe outlined by Hitler's Nazi regime – with which the French and Italian wartime governments were pleased to co-operate. By far the most ambitious project of today's Eurofederalists is the establishment of the single currency. Although this is paraded*

²³ Michael SPICER MP in : HOUSE OF COMMONS (Hansard), Parliamentary Debates, 6th Series, vol. 207 col. 112, 06/05/92.

²⁴ Patrick McNAIR-WILSON MP in : HOUSE OF COMMONS (Hansard), Parliamentary Debates, 6th Series, vol. 207 col. 87, 06/05/92 :

²⁵ Christopher GILL MP, Speaking Out on Europe, Bruges Group, Occasional Paper, n° 18, avril 1995, p. 6.

²⁶ David BUTLER et Dennis KAVANAGH, The British General Election of 2001, Basingstoke, Palgrave, 2002, p. 105.

*as a European single currency it is quite clear that, should it ever become a reality, it will in effect be a German currency controlled by a central bank based in Frankfurt – ironically in the former headquarters building of I.G. Farben, the manufacturer of the Nazis' death gas Zyklon B*²⁷.

La peur de la dilution nationale

Ce que les eurosceptiques identifient comme les dangers issus de l'Union Européenne impliquerait non seulement l'érosion de la souveraineté nationale mais mettrait en péril la nation britannique dans son ensemble. Le fédéralisme est sans conteste le principal ennemi de ces députés qui n'hésitent pas à l'évoquer avec effroi pour qualifier l'union politique en train de se construire, lui attribuant le surnom péjoratif de "*F-word*". Le terme fait l'objet de plusieurs interprétations. Fédéralisme est tout d'abord synonyme d'intégration européenne dans le langage eurosceptique : "*My view is that we need a Europe of sovereign states (...), basically a co-operation, which is very different from federalism and integration*". (Roger Knapman)²⁸. La stratégie de l'intégration et ses principaux mécanismes sont en effet perçus comme un obstacle à la préservation de l'Etat-Nation : "*I think that the principle of Qualified Majority Voting was disastrous for our long-term prospect of remaining a nation-state*", explique Walter Sweeney.²⁹ Pour les eurosceptiques, il s'agit ensuite d'assimiler le fédéralisme à un super-Etat unitaire aux propriétés antidémocratiques. "*There should be no equivocation about the word 'federal'. Some like to claim that the word 'federal' means 'centralising' in the UK but it means 'decentralising' in Germany or France. On both sides of the Channel, a federal state is one in which the member-states subordinate their national*

²⁷ Rodney ATKINSON et Norris McWHIRTER, *Treason at Maastricht*, op. cit. p. 118.

²⁸ Entretien avec Roger KNAPMAN MP, Chambre des Communes, 26/04/95.

²⁹ Entretien avec Walter SWEENEY MP, Chambre des Communes, 23/05/95.

responsibilities to a higher authority."³⁰ La crainte d'une soumission, voire d'une immersion ou d'une dilution dans ce vaste ensemble supranational revient presque à décrire l'Union Européenne comme un monstre sanguinaire ou une machine infernale qui réduirait en miettes les entités nationales qu'elle engloberait. Cette vision quasi-apocalyptique n'est pourtant pas caricaturale. Elle se retrouve dans toute une littérature assez populaire de politique-fiction, comme par exemple ce roman futuriste de l'historien Andrew Roberts, qui met en scène un réseau de "résistants anglais" armés pour se battre contre le nouvel Empire nazi recréé par une Union européenne peuplée de fonctionnaires allemands aux allures de SS !³¹ Cette représentation cauchemardesque fut même reprise par la presse eurosceptique, notamment le Sun qui décrivit pendant la campagne électorale de 2001 comment le super-Etat de l'Union Européenne allait engloutir la Grande-Bretagne ("*swallow up Britain*"; "*our embassies would close down and the EU would take control of tax, law and the police*")³².

Les discours eurosceptiques regorgent de verbes synonymes qui expriment cette peur de la dilution : *to swallow up*, mais aussi *to submerge*, *to subsume*, *to absorb*, idée récurrente exprimée ici par John Redwood : "*I want Britain to carry on being a leading country in Europe, but not governed by or **submerged** in a united States of Europe*".

La peur de l'altération de l'identité britannique

Certains eurosceptiques cherchent à souligner l'altérité européenne en établissant, de façon rhétorique, la séparation entre "eux" (les Européens) et "nous" (les Britanniques). Cette dichotomie se manifeste de différentes manières. Certains députés revendiquent de façon très abrupte leur identité non-européenne : "*Frankly, I don't feel European. I am a*

³⁰ in : Iain DUNCAN-SMITH, Bernard JENKIN, Barry LEGG, John WHITTINGDALE et Walter SWEENEY (The "No Turning Back Group" of Conservative MPs). A Conservative Europe. 1994 and Beyond, Londres : The European Foundation, février 1994, p. 33.

³¹ Andrew ROBERTS, The Aachen Memorandum, Londres: Orion, 1996, 312 p. ou Graham ISON, Division, Sutton : Severn House, 1996, 437 p.

³² David BUTLER et Dennis KAVANAGH, The British General Election of 2001, op. cit., p. 174.

member of a fast-moving world. And I have no great affinity to Europe, no close affinity to Europe"³³. Ou encore : *"We want good relationships with Europe but we don't want to be part of a European nation. Our identity is British. Our identity is not European"*³⁴. D'autres acteurs revendiquent parfois leur différence, en soulignant davantage leur insularité et la spécificité de leur identité britannique : *"We've got a very different way of looking at things and we are geographically and physically on the edge of Europe (...) and we also have a very different history revealed in ours of our links with the Commonwealth and around the world"*³⁵. Leur volonté de rester à l'écart de l'Union Européenne témoigne d'une vision parfois étriquée de leur nation qui, en exprimant la crainte d'une invasion ou d'une contamination éventuelle, confine au chauvinisme : *"If you go back to your own house at night, it's much better than staying in your neighbours' house"*³⁶, explique Michael Lord. Certains jugements expriment même cette peur de l'invasion de manière plus directe : *"If political integration means unelected foreigners interfering in our domestic affairs, then I'm not interested"*³⁷, ajoute Rupert Allason. Le plus souvent, l'Europe est réduite à l'idée de continent. Qu'il s'agisse ici d'un glissement métonymique qui réduit le tout à sa partie ou d'une volonté délibérée de souligner la césure, incarnée par la séparation maritime, entre le "continent" et la Grande-Bretagne, il n'en reste pas moins que la distance est très nette et favorise l'image d'une Europe à deux vitesses : *"The language of parliamentarians or politicians on the continent, particularly of Chancellor Kohl and not so much of Mitterrand but of people in France, has been very much of "this is where we must go"*³⁸, expliquait Andrew Robathan en 1995.

³³ Entretien avec John CARLISLE MP, Chambre des Communes, 09/03/95.

³⁴ Entretien avec Tony MARLOW MP, Chambre des Communes, 23/05/95.

³⁵ Entretien avec Andrew ROBATHAN MP, bureau, 09/03/95.

³⁶ Entretien avec Michael LORD MP, Chambre des Communes, 06/03/96.

³⁷ Entretien avec Rupert ALLASON MP, Chambre des Communes, 21/02/95

³⁸ Entretien avec Andrew ROBATHAN MP, bureau, 09/03/95.

La peur de l'Allemagne est un sentiment que l'on retrouve encore, à des degrés différents. Ce n'est pas seulement l'appréhension de l'avenir, ce sont une fois de plus les démons du passé qui reviennent hanter les eurosceptiques, si l'on en croit ces propos inquiétants sur le retour potentiel à une situation historique qui avait abouti à l'instauration du régime nazi : "*the conditions in Germany of the return to the Weimar Republic are already there*"³⁹, déclarait Bill Cash. On se souvient aussi des propos malheureux tenus en juillet 1990 par le ministre Nicholas Ridley et qui, accusant le peuple allemand de vouloir dominer l'Europe et comparant Helmut Kohl avec Hitler, trahissaient un anti-germanisme proche de la xénophobie. Ces propos ne sont pourtant qu'une douce mélodie à côté du pamphlet Treason at Maastricht, déjà cité. Trois chapitres y sont exclusivement consacrés à la haine de l'Allemagne et s'efforcent, si l'on en croit les titres, de démontrer les "origines nazies de l'Union européenne" et la présence d'"euro-fascistes à Bruxelles et à Londres". Dans le même ton des romans futuristes d'Andrew Roberts et de Graham Ison, les propos, clairement diffamatoires, sont dénués d'ambiguïté : "*The naked aggression of that other builder of "Europe" in the 20th century, Adolf Hitler, was overt and –eventually thanks to men of intelligence like Churchill – understood by the British people. Since 1972, in a slow, secretive but inexorable process, aggression has been replaced by guile, bombs by "Community" directives, armed forces by Brussels bureaucrats and the killing of civilians by the suspension of their laws and the emasculation of their Parliament*"⁴⁰. La démonstration repose intégralement sur une comparaison scandaleuse entre l'Union Européenne et les projets nazis ou fascistes qui auraient pour objectif commun la "destruction des constitutions nationales", et en particulier de la nation et de la démocratie britannique que ce discours érige aussi comme le modèle absolu car le plus ancien et le seul ayant survécu à la deuxième guerre mondiale : "*The most significant common thread*

³⁹ Entretien avec William CASH MP, *The European Foundation*, 05/03/96

⁴⁰ Rodney ATKINSON et Norris McWHIRTER, Treason at Maastricht, op. cit. p. 7.

*running through both the Nazi and modern versions of the European State is the contempt for the "English system" – i. e. a belief in democratic government based on the individual, the nation state and free international trade"*⁴¹, système qui, une fois de plus, rappelle étrangement celui présenté dans le discours de Bruges : "*We in Britain are rightly proud of the way in which, since Magna Carta in 1215, we have pioneered and developed representative institutions to stand as bastions of freedom*".

En définitive, on voit bien que la peur du déclin de la nation britannique s'exprime donc à travers trois types de discours tournés tantôt vers le passé et nostalgiques, tantôt vers l'avenir et parfois catastrophistes :

- Un discours économiste, voire mercantiliste, nostalgique du Marché Commun des origines ou encore d'une vaste zone de libre-échange au sein de laquelle la Grande-Bretagne pourrait commercer librement et maintenir une position stratégique par rapport au reste du monde, et notamment aux Etats-Unis.
- Un discours démocratique qui érige la Grande-Bretagne en modèle et exprime la crainte que le soi-disant "déficit démocratique" des institutions communautaires et l'influence d'autres pays qui, en de sombres périodes de leur histoire ont fait l'expérience du totalitarisme, ne finissent par dénaturer un régime politique qui, lui, n'a jamais failli.
- Enfin, un discours nationaliste, nostalgique d'une "certaine idée" de l'Etat nation britannique - pour reprendre la formule gaullienne - souverain et impérial, un discours parfois teinté de xénophobie qui permet en tous cas de mieux comprendre la position actuelle de certains Conservateurs sur la dévolution et l'immigration en particulier, et sur l'identité britannique en général.

⁴¹ Rodney ATKINSON et Norris McWHIRTER, Treason at Maastricht, op. cit. p. 124.